

No. 505

**INTERNATIONAL LABOUR ORGANISATION
and
ITALY**

**Basic Agreement concerning technical assistance. Signed
at Rome, on 4 September 1952**

Official text: French.

*Filed and recorded at the request of the International Labour Organisation on
30 October 1953.*

**ORGANISATION INTERNATIONALE DU TRAVAIL
et
ITALIE**

**Accord de base relatif à l'assistance technique. Signé à
Rome, le 4 septembre 1952**

Texte officiel français.

*Classé et inscrit au répertoire à la demande de l'Organisation internationale du
Travail le 30 octobre 1953.*

N° 505. ACCORD¹ DE BASE RELATIF À L'ASSISTANCE TECHNIQUE ENTRE L'ORGANISATION INTERNATIONALE DU TRAVAIL ET LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE ITALIENNE. SIGNÉ À ROME, LE 4 SEPTEMBRE 1952

L'Organisation internationale du Travail (ci-après dénommée « l'Organisation »), d'une part, et le Gouvernement de la République italienne (ci-après dénommé « le Gouvernement »), d'autre part, désirant donner effet aux résolutions et aux décisions des organisations internationales concernant l'assistance technique et ayant pour objet de favoriser le développement et le progrès social des peuples, ont conclu le présent accord de base dans un esprit d'amicale coopération.

Article premier

FOURNITURE D'UNE ASSISTANCE TECHNIQUE

1. L'Organisation fournira au Gouvernement une assistance technique dans les domaines et de la manière dont il sera ultérieurement convenu par voie d'accords ou d'arrangements complémentaires conclus en application du présent accord de base.

2. Ladite assistance technique sera fournie et reçue conformément aux observations et principes directeurs énoncés à l'annexe I de la partie A de la résolution 222 (IX)², adoptée le 15 août 1949 par le Conseil économique et social des Nations Unies, et, le cas échéant, conformément aux résolutions et décisions pertinentes des conférences et autres organes de l'Organisation.

3. Au titre de ladite assistance technique, l'Organisation pourra :

a) Mettre à la disposition de l'Italie (ci-après dénommée « le pays ») les services d'experts afin de donner des avis et de prêter assistance aux autorités compétentes;

b) Organiser et diriger des cycles d'études, des programmes de formation professionnelle, des démonstrations, des groupes de travail d'experts et des activités connexes, aux lieux dont il sera convenu d'un commun accord;

¹ Entré en vigueur dès sa signature, le 4 septembre 1952, conformément à l'article VI (1).

² Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 76, p. 133.

[TRANSLATION — TRADUCTION]

No. 505. BASIC AGREEMENT¹ BETWEEN THE INTERNATIONAL LABOUR ORGANISATION AND THE GOVERNMENT OF THE ITALIAN REPUBLIC CONCERNING TECHNICAL ASSISTANCE. SIGNED AT ROME, ON 4 SEPTEMBER 1952

The International Labour Organisation (hereinafter called “ the Organisation ”), and the Government of the Italian Republic (hereinafter called “ the Government ”), desiring to give effect to the resolutions and decisions of international organizations relating to technical assistance, which are intended to promote the social development and progress of peoples, have entered into this Basic Agreement in a spirit of friendly co-operation.

Article I

FURNISHING OF TECHNICAL ASSISTANCE

1. The Organisation shall render technical assistance to the Government on such matters and in such manner as may subsequently be agreed upon in supplementary agreements or arrangements pursuant to this Basic Agreement.

2. Such technical assistance shall be furnished and received in accordance with the Observations and Guiding Principles set forth in annex I of resolution 222 (IX) A² of the Economic and Social Council of the United Nations of 15 August 1949, and as appropriate in accordance with the relevant resolutions and decisions of the conferences and other organs of the Organisation.

3. Such technical assistance to be provided by the Organisation may consist :

(a) Of making available the services of experts to Italy (hereinafter called “ the country ”) in order to render advice and assistance to the appropriate authorities;

(b) Of organizing and conducting seminars, training programmes, demonstration projects, expert working groups and related activities in such places as may be mutually agreed;

¹ Came into force on 4 September 1952, upon signature, in accordance with article VI (1).

² United Nations, *Treaty Series*, Vol. 76, p. 132.

c) Octroyer des bourses d'études et de perfectionnement, ou prendre d'autres dispositions qui permettront aux candidats désignés par le Gouvernement et agréés par l'Organisation de faire des études ou de recevoir une formation professionnelle hors du pays.

d) Préparer et exécuter des expériences témoins aux lieux dont il sera convenu d'un commun accord;

e) Fournir toute autre forme d'assistance technique dont l'Organisation et le Gouvernement seront convenus.

4. a) Les experts appelés à donner des avis et à prêter assistance au Gouvernement seront choisis par l'Organisation de concert avec le Gouvernement. Ils seront responsables devant l'Organisation.

b) Dans l'exercice de leurs fonctions, les experts agiront en liaison étroite avec le Gouvernement et avec les personnes ou organismes auxquels le Gouvernement aura donné pouvoir à cette fin et ils se conformeront aux directives du Gouvernement qui seraient prévues dans les accords ou arrangements complémentaires;

c) Dans l'exercice de leurs fonctions consultatives, les experts feront tous leurs efforts pour mettre les techniciens que le Gouvernement désirerait associer à leurs travaux au courant de leurs méthodes, techniques et pratiques professionnelles, ainsi que des principes sur lesquels elles sont fondées; à cet effet, le Gouvernement adjoindra des techniciens aux experts chaque fois que cela sera possible.

5. L'Organisation demeurera propriétaire de tout le matériel technique et de tous les articles qu'elle aura fournis tant qu'elle n'en aura pas effectué la cession aux conditions dont elle a convenu avec le Gouvernement.

6. La durée de l'assistance technique à fournir sera précisée dans les accords ou arrangements complémentaires y relatifs.

Article II

COOPÉRATION DU GOUVERNEMENT À L'OCCASION DE L'ASSISTANCE TECHNIQUE

1. Le Gouvernement fera tout en son pouvoir pour assurer l'utilisation efficace de l'assistance technique fournie.

2. Le Gouvernement et l'Organisation se consulteront au sujet de la publication, dans les conditions voulues, des conclusions et rapports d'experts dont d'autres pays et l'Organisation elle-même pourraient tirer parti.

3. En tout état de cause, le Gouvernement fournira à l'Organisation, dans la mesure du possible, des renseignements sur les mesures prises à la suite de l'assistance fournie ainsi que sur les résultats obtenus.

(c) Of awarding scholarships and fellowships or making other arrangements under which candidates nominated by the Government and approved by the Organisation shall study or receive vocational training outside the country;

(d) Of preparing and executing pilot projects in such places as may be mutually agreed upon;

(e) Of providing any other form of technical assistance which may be agreed upon by the Organisation and the Government.

4. (a) Experts who are to render advice and assistance to the Government shall be selected by the Organisation in consultation with the Government. They shall be responsible to the Organisation.

(b) In the performance of their duties, the experts shall act in close consultation with the Government and with those persons or bodies so authorized by the Government and shall comply with such instructions from the Government as may be foreseen in the supplementary agreements or arrangements.

(c) The experts shall in the course of their advisory work make every effort to instruct any technical staff the Government may associate with them in their professional methods, techniques and practices, and in the principles on which these are based, and the Government shall, wherever practicable, arrange for such technical staff to be attached to the experts for this purpose.

5. Any supplies or technical equipment which may be furnished by the Organisation shall remain its property unless and until such time as title may be transferred on terms agreed upon between it and the Government.

6. The duration of the technical assistance to be furnished shall be specified in the relative supplementary agreements or arrangements.

Article II

CO-OPERATION OF THE GOVERNMENT CONCERNING TECHNICAL ASSISTANCE

1. The Government shall do everything in its power to ensure the effective use of the technical assistance provided.

2. The Government and the Organisation shall consult together regarding the publication, as appropriate, of any findings and reports of experts that may prove of benefit to other countries and to the Organisation itself.

3. In any case, the Government will, as far as practicable, make available to the Organisation information on the action taken as a consequence of the assistance rendered and on the results achieved.

Article III

OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES ET FINANCIÈRES DE L'ORGANISATION

1. L'Organisation prendra à sa charge, en totalité ou en partie, suivant les dispositions des accords ou arrangements complémentaires, les dépenses ci-après, nécessaires pour l'assistance technique et payables hors du pays :

- a) Les traitements des experts;
- b) Les frais de transport et les indemnités de subsistance des experts pendant leur voyage jusqu'au point d'entrée dans le pays et en provenance de ce point;
- c) Les frais entraînés par tout autre voyage effectué hors du pays;
- d) L'assurance des experts;
- e) L'achat et le transport jusqu'au point d'entrée dans le pays et en provenance de ce point de tout matériel et de tous articles fournis par l'Organisation;
- f) Tous autres frais encourus hors du pays avec l'accord de l'Organisation.

2. L'Organisation prendra à sa charge toutes les dépenses en monnaie locale qui n'incombent pas au Gouvernement en vertu du paragraphe IV de l'article IV du présent accord.

Article IV

OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES ET FINANCIÈRES DU GOUVERNEMENT

1. Le Gouvernement contribuera aux frais de l'assistance technique en prenant à sa charge ou en fournissant les facilités et services suivants :

- a) Le personnel technique et administratif local, notamment les secrétaires, les traducteurs-interprètes et tous auxiliaires de même catégorie recrutés sur place qui se révéleront nécessaires;
- b) Les bureaux et autres locaux nécessaires;
- c) Les fournitures et le matériel qui sont produits dans le pays;
- d) Le transport, à l'intérieur du pays et pour raison de service, de personnel, de fourniture et de matériel;
- e) L'utilisation de la poste et des télécommunications pour la correspondance officielle;
- f) Les soins médicaux pour le personnel de l'assistance technique;
- g) Les moyens de subsistance pour les experts suivant ce qui pourrait être prévu dans les accords ou arrangements complémentaires.

2. En vue du règlement des dépenses dont la charge lui incombe, le Gouvernement pourra créer un ou plusieurs fonds en monnaie locale dont le montant et le mode de gestion seront définis dans les accords ou arrangements complé-

Article III

ADMINISTRATIVE AND FINANCIAL OBLIGATIONS OF THE ORGANISATION

1. The Organisation shall defray, in full or in part, as may be specified in supplementary agreements or arrangements, the costs necessary to the technical assistance which are payable outside the country, as follows :

- (a) The salaries of the experts;
- (b) The costs of transportation and subsistence of the experts during their travel to and from the point of entry into the country;
- (c) The cost of any other travel outside the country;
- (d) Insurance of the experts;
- (e) Purchase and transport to and from the point of entry into the country of any equipment or supplies provided by the Organisation;
- (f) Any other expenses outside the country approved by the Organisation.

2. The Organisation shall defray such expenses in local currency as are not covered by the Government pursuant to article IV, paragraph 1, of this Agreement.

Article IV

ADMINISTRATIVE AND FINANCIAL OBLIGATIONS OF THE GOVERNMENT

1. The Government shall contribute to the cost of technical assistance by paying for or furnishing the following facilities and services :

- (a) Local personnel services, technical and administrative, including the necessary local secretarial help, interpreter-translators and related assistance;
- (b) The necessary office space and other premises;
- (c) Equipment and supplies produced within the country;
- (d) Transportation of personnel, supplies and equipment for official purposes within the country;
- (e) Postage and telecommunications for official purposes;
- (f) Medical care for technical assistance personnel;
- (g) Such subsistence of experts as may be specified in supplementary agreements or arrangements.

2. For the purpose of meeting the expenses payable by it, the Government may establish a local currency fund or funds in such amounts and under such procedures as may be specified in supplementary agreements or arrangements.

mentaires. Lorsque l'Organisation administrera un fonds de cette nature, compte en sera dûment rendu au Gouvernement, auquel tout solde non utilisé sera restitué.

3. Le Gouvernement prendra à sa charge la fraction des dépenses payables hors du pays qui n'incombe pas à l'Organisation, suivant ce qui pourrait être prévu dans les accords ou arrangements complémentaires.

4. Le Gouvernement mettra à la disposition des experts, lorsqu'il y aura lieu, la main-d'œuvre, le matériel, les articles et tous services ou biens nécessaires à l'exécution de leur tâche, suivant ce qui aura été convenu d'un commun accord.

Article V

FACILITÉS, PRIVILÈGES ET IMMUNITÉS

1. Le Gouvernement appliquera les dispositions pertinentes de la Convention sur les privilèges et immunités des institutions spécialisées¹ telles qu'elles sont applicables en Italie, tant à l'Organisation qu'à son personnel et à ses fonds, biens et avoirs.

2. Seront considérés comme fonctionnaires au sens de ladite Convention, les membres du personnel de l'Organisation, y compris les experts engagés par elle en tant que membres de son personnel et affectés à la réalisation des fins du présent Accord.

Article VI

1. Le présent Accord de base entrera en vigueur à la date de sa signature par les représentants dûment autorisés de l'Organisation et du Gouvernement.

2. Le présent Accord de base ainsi que tous les accords ou arrangements complémentaires conclus en application de ses dispositions pourront être modifiés d'un commun accord entre l'Organisation et le Gouvernement, chacune des parties devant examiner avec soin et bienveillance toute demande de modification présentée par l'autre.

3. Le présent Accord de base pourra être dénoncé soit par l'Organisation soit par le Gouvernement, moyennant notification écrite adressée à l'autre partie et il cessera d'avoir effet soixante jours après la réception de ladite notification. La dénonciation de l'Accord de base sera considérée comme valant la dénonciation des accords ou arrangements complémentaires conclus.

¹ Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 33, p. 261; vol. 43, p. 342; vol. 46, p. 355; vol. 51, p. 330; vol. 71, p. 317; vol. 76, p. 274; vol. 79, p. 326; vol. 81, p. 332; vol. 84, p. 412; vol. 88, p. 447; vol. 90, p. 323; vol. 91, p. 376; vol. 92, p. 400; vol. 96, p. 322; vol. 101, p. 288; vol. 102, p. 322; vol. 109, p. 319; vol. 110, p. 314; vol. 117, p. 386; vol. 122, p. 335; vol. 127, p. 328; vol. 131, p. 309; vol. 136, p. 386; vol. 161, p. 364; vol. 168, p. 322; vol. 171, p. 412, et vol. 175, p. 215.

Where the Organisation has the custody of such a fund, account shall be duly rendered and any unused balance shall be returned to the Government.

3. The Government shall defray such portion of the expenses to be paid outside the country as are not covered by the Organisation, as may be specified under supplementary agreements or arrangements.

4. In appropriate cases, the Government shall put at the disposal of the experts such labour, equipment, supplies and other services or property as may be needed for the execution of their work and as may be mutually agreed upon.

Article V

FACILITIES, PRIVILEGES AND IMMUNITIES

1. The Government shall apply the appropriate provisions of the Convention on the Privileges and Immunities of the Specialized Agencies,¹ as they are applicable in Italy, to the Organisation and to its staff, funds, properties and assets.

2. Staff of the Organisation, including the experts engaged by it as members of its staff and assigned to carry out the purposes of this Agreement, shall be deemed to be officials within the meaning of the above Convention.

Article VI

1. This Basic Agreement shall enter into force upon signature by duly authorized representatives of the Organisation and of the Government.

2. This Basic Agreement and any supplementary agreement or arrangement made pursuant hereto may be modified by agreement between the Organisation and the Government, each of which shall give full and sympathetic consideration to any request by the other for such modification.

3. The Basic Agreement may be terminated by either the Organisation or the Government upon written notice to the other party and shall terminate sixty days after receipt of such notice. Termination of the Basic Agreement shall be deemed to constitute termination of the supplementary agreements or arrangements which have been concluded.

¹ United Nations, *Treaty Series*, Vol. 33, p. 261; Vol. 43, p. 342; Vol. 46, p. 335; Vol. 51, p. 330; Vol. 71, p. 316; Vol. 76, p. 274; Vol. 79, p. 326; Vol. 81, p. 332; Vol. 84, p. 412; Vol. 88, p. 446; Vol. 90, p. 323; Vol. 91, p. 376; Vol. 92, p. 400; Vol. 96, p. 322; Vol. 101, p. 288; Vol. 102, p. 322; Vol. 109, p. 319; Vol. 110, p. 314; Vol. 117, p. 386; Vol. 122, p. 335; Vol. 127, p. 328; Vol. 131, p. 309; Vol. 136, p. 386; Vol. 161, p. 364; Vol. 168, p. 322; Vol. 171, p. 412; and Vol. 175, p. 215.

EN FOI DE QUOI les soussignés, représentants dûment autorisés de l'Organisation d'une part, et du Gouvernement d'autre part, ont signé le présent Accord au nom des parties, à Rome, le 4 septembre 1952, en deux exemplaires.

Pour le Gouvernement
de la République italienne :

Leopoldo RUBINACCI
Ministre du Travail et
de la Prévoyance sociale

Pour l'Organisation
internationale du Travail :

R. J. P. MORTISHED
Chef de mission, pour
Mr. David A. Morse
Directeur général du
Bureau international du Travail

IN WITNESS WHEREOF the undersigned, duly authorized representatives of the Organisation and the Government respectively, have, on behalf of the Parties, signed the present Agreement at Rome this fourth day of September 1952, in two copies.

For the Government of
the Italian Republic :
Leopoldo RUBINACCI
Minister of Labour and Social Welfare

For the International
Labour Organisation :
R. J. P. MORTISHED
Chief of Mission, for
Mr. David A. Morse,
Director-General of the
International Labour Office

